

La DEPF établit un diagnostic détaillé des territoires nationaux

Le profil des 12 régions du Maroc

A combien s'élève la contribution des régions dans la création de richesse ? Comment se caractérisent-elles sur le plan économique ? Quelles sont leurs principales vulnérabilités ? Et où résident leurs disparités ? Tant d'interrogations autour desquelles la Direction des études et des prévisions financières (DEPF) relevant du ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration a articulé sa dernière étude. Un travail qui consiste à définir le profil des 12 territoires nationaux en mettant l'accent sur les failles à combler en perspective. Cette analyse intervient à un moment où le Royaume définit une nouvelle feuille de route ayant pour mot d'ordre : la réduction des disparités territoriales. Elle part du fait que chaque région constitue un levier important en matière d'accélération du processus de transformation socio-économique, favorisant ainsi une meilleure territorialisation des politiques publiques et contribuant à maximiser les retombées sur le développement du pays. «Souhaitant enrichir le débat national sur la question du nouveau modèle de développement de notre pays, la DEPF a jugé opportun d'élaborer un document consacré à la mise en relief des 12 régions du Maroc», peut-on relever de la DEPF. Et de poursuivre que «la richesse d'information recueillie et son traitement analytique confèrent à ce document une utilité certaine pour mieux cerner les inégalités entre régions et à l'intérieur de chaque territoire». L'étude présente, en effet, les spécificités des régions, leur potentiel économique ainsi que les efforts déployés pour la réhabiliter et accélérer son développement. Elle prospecte par ailleurs les voies possibles pour contrecarrer les inégalités existantes. Immersion dans les 12 régions du Maroc.



Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma



1 Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, 2ème région exportatrice

5ème région créatrice de la richesse nationale, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a vu sa participation au PIB national atteindre en 2017 les 8,6%, soit 91,88 MMDH. De même, la région se veut l'un des principaux territoires contributeurs à la valeur ajoutée industrielle. Elle se situe en effet au deuxième rang au niveau du volume des exportations. Une position que lui confèrent son offre logistique compétitive et sa main-d'œuvre à la fois jeune et qualifiée. La croissance économique de la région est en effet portée par deux provinces, en l'occurrence Tanger-Assilah et Tétouan, détenant ainsi plus de 58% de la richesse de la région. Celle-ci se veut par ailleurs la 4ème région du Maroc à bénéficier de l'investissement public. Elle connaît une mobilisation soutenue du foncier, notamment pour la réalisation d'investissement en appui au Plan Maroc Vert. Il est à noter également que la Tanger-Tétouan-Al Hoceïma est la 3ème région du Maroc ayant le taux de pauvreté le plus faible. Toutefois des disparités interprovinciales restent persistantes. En témoigne l'accès à l'éducation au niveau de la région qui pour son amélioration nécessite une réduction des disparités spatiales ou encore l'activité professionnelle qui continue d'afficher des écarts considérables par sexe et par milieu de résidence.



3 Fès-Meknès, 1ère contributrice à la valeur ajoutée agricole

Avec ses 9 provinces, Fès-Meknès a réussi à se positionner en tête des régions contributrices à la valeur ajoutée agricole. Les activités agricoles représentent en effet 22,4% de la valeur ajoutée de la région. Une dynamique tirée par les provinces de El Hajeb, d'Ifrane, de Sefrou et de Taounate. Par ailleurs la région figure en 4ème position en termes de contribution à la richesse nationale, soit 9,3% du PIB national en 2017 et une valeur de 97,408 MMDH. La DEPF souligne dans son analyse que les provinces de Fès-Meknès cumulent des poches de pauvreté et de vulnérabilité. «Les provinces où le taux de pauvreté est élevé sont caractérisées par de fortes proportions des personnes vulnérables à la pauvreté, entre autres, Boulemane, Moulay Yacoub et Taounate avec des taux qui dépassent aussi bien la moyenne régionale que nationale», apprend-on de la DEPF. L'analyse relève par ailleurs une pression démographique sur les pôles urbains de la région, des niveaux d'inégalités d'accès à l'éducation dans la région proches de la moyenne nationale, un taux de chômage élevé dans les préfectures et provinces les moins pauvres, des difficultés d'accès aux services liés à l'eau potable, à l'électricité et à la route goudronnée dans les provinces à prédominance rurale ainsi qu'une mortalité maternelle plus fréquente, notamment à Fès et Meknès.



2 L'Oriental toujours vulnérable

Le tableau est plutôt sombre dans l'Oriental. La région se positionne à la 8ème place en termes de contribution à la richesse. Elle qui reste dominée par les activités tertiaires affiche le 2ème taux de chômage le plus élevé au niveau national. Il s'est situé en 2018 autour de 16,3%, soit à un niveau beaucoup supérieur par rapport au taux national (9,8%). Le taux de pauvreté dans l'Oriental dépasse également la moyenne nationale. La DEPF observe dans ce sens la présence d'une corrélation négative avec la contribution à la richesse. Ainsi les provinces les moins contributrices au PIB sont les plus vulnérables. Parmi les lacunes de la région, on peut relever des disparités en matière d'accès à l'éducation aussi bien par milieu de résidence que par genre. De même, la mortalité maternelle continue de sévir dans ce périmètre atteignant un niveau préoccupant. S'agissant des indicateurs de qualité de vie, 32% de la population de l'Oriental n'a pas accès à l'eau tandis que 11% n'est pas raccordée au réseau d'électricité. S'agissant des investissements publics, le budget alloué reste en deçà des besoins croissants de la région se situant autour de 7,8 MMDH en 2019, soit 8% du montant, alloué au niveau national.



4 L'accès aux services de base fragile dans les zones rurales de Rabat-Salé-Kénitra

2ème région la plus riche du Maroc, Rabat-Salé-Kénitra axe sa richesse sur le secteur tertiaire, soit 70,1% de la valeur ajoutée produite au niveau de ce territoire. Une activité qui, selon la DEPF, reste polarisée dans la préfecture de Rabat, et encore moins au niveau de la province de Khemissat. Les activités secondaires participent pour leur part à hauteur de 17,1% à la valeur ajoutée de la région mais ne contribuent que de 9,3% à la valeur ajoutée du secteur secondaire au niveau national. Un effort important est constaté dans la région en matière d'investissement public. L'idée étant de faire de la région un pôle compétitif à fort potentiel. Une enveloppe de 16,8 milliards de dirhams a été prévue dans ce sens pour l'année 2019, soit 17% des investissements programmés par le EEP au niveau national. Notons que presque la moitié de la population de la région (44,6%) est concentrée au niveau de Kénitra et Salé. Des axes qui restent, cependant, inégalement desservis en armature urbaine. Si la région affiche des résultats satisfaisants en matière d'éducation suite à la vocation universitaire de Rabat, des disparités interprovinciales persistent toujours. De même, la pauvreté et la vulnérabilité demeurent, selon la DEPF, ancrées dans les provinces à prédominance rurale telles que Sidi Kacem et Sidi Slimane. Aussi, des fragilités différenciées s'observent en matière d'accès aux services dans les zones rurales.



La pauvreté frappe Béni Mellal-Khénifra

Située au centre du Maroc, la région de Béni Mellal-Khénifra affiche une modeste contribution à la création de la richesse nationale. La région est classée avant-dernière en termes de pauvreté, soit un taux presque deux fois supérieur au niveau national (9,1% contre une moyenne nationale de 4,8 en 2014). L'analyse effectuée par la DEPF démontre que la province d'Azilal affiche une part de 20,7% de la population au-dessous du seuil de pauvreté, soit le taux de pauvreté le plus élevé au niveau national. En revanche, le taux de pauvreté le plus bas de la région est enregistré au niveau de la province de Khouribga (5,1%). Les disparités interprovinciales se font davantage sentir sur le volet éducation. La région est classée avant-dernière en termes de moyenne d'années de scolarisation, soit 4,85 années contre 5,64 années au niveau national. «*Elle affiche des inégalités en termes d'éducation parmi les plus fortes par rapport aux autres régions*», constate la DEPF. S'agissant du taux d'analphabétisme chez les personnes âgées de 10 ans et plus en 2014, la DEPF indique que la région enregistre la valeur la plus élevée par rapport aux autres régions du Maroc, soit 38,7%, un niveau nettement supérieur à la moyenne nationale (32%). Des fragilités sont par ailleurs constatées en matière d'accès aux services de base particulièrement dans les provinces à caractère montagneux.



Des disparités interprovinciales non négligeables à Casablanca-Settat

Les provinces ajoutées à la région au titre du découpage territorial 2015 ont renforcé le positionnement de l'axe Casablanca-Settat en tant que première contributrice à la croissance nationale. Casablanca-Settat est sans conteste la 1ère région créatrice de la richesse nationale. L'économie de la région se distingue par l'importance de la valeur ajoutée générée aussi bien par le secteur secondaire que tertiaire. Les potentialités économiques de la région résident également dans le secteur primaire. De par sa grandeur, la région continue de souffrir certaines problématiques dont le chômage qui connaît une aggravation persistante dans les provinces de la région, notamment à Mohammedia, Mediouna et Nouaceur où il a atteint des pics respectifs de 18,4, 15,1 et 13,4% en 2016. Certes, la région occupe le 2ème rang en termes de niveau de vie, mais des disparités non négligeables ressortent au niveau interprovincial. Ainsi, le taux de pauvreté varie entre 1,2% au niveau de la préfecture de Casablanca et 5,9% au niveau d'El Jadida. Par ailleurs, Mohammedia (1,4%), Nouaceur (1,8%) et Benslimane (2,2%) enregistrent des taux bas comparés à la moyenne de la région, tandis que Berrechid (3%) et Mediouna (3,4%) se rapprochent de la moyenne de la région.



Marrakech-Safi, 3ème destination des investissements publics

Pôle touristique par excellence, Marrakech-Safi est le 3ème axe productif et 2ème exportateur des produits artisanaux au Maroc. Outre le tertiaire, l'économie de la région est également basée sur l'industrie extractive, du BTP et des activités agricoles. La région par ailleurs se veut la 3ème destination des investissements des entreprises et établissements public au niveau national. En dépit de cette dynamique, les inégalités s'accroissent. Le chômage reste plus élevé au niveau de la région. Le taux de chômage atteint à ce niveau place la région au 3ème rang à l'échelle nationale. Ce fléau prend de l'ampleur au niveau de la préfecture de Marrakech, Safi et Youssoufia. La DEPF souligne par ailleurs que Marrakech-Safi demeure la région la plus vulnérable à la pauvreté. De même, elle se place en dernière position au niveau national en ce qui concerne la moyenne d'années de scolarisation, soit 4,76 années contre 5,64 années au niveau national. La province de Chichaoua affiche la moyenne d'années de scolarisation la plus basse (2,77 années) et le niveau d'inégalité d'accès à l'éducation le plus élevé (0,701). Par ailleurs, la mortalité maternelle est toujours élevée dans la région particulièrement dans les grandes agglomérations.



Draâ-Tafilalet est sous-dotée d'encadrements et d'infrastructures sanitaires

Bien qu'elle figure parmi les régions les moins contributrices à la richesse nationale, celle-ci affiche un taux de chômage plus bas, soit 5,4% en 2018 contre 9,8% au niveau national. En revanche, la région affiche des niveaux plus élevés en matière de pauvreté et vulnérabilité. A titre d'exemple, le taux de pauvreté varie de 8,6% pour la province d'Ouarzazate à 20,2% au niveau de la province de Tinghir. La région se distingue par ailleurs par son faible niveau d'inégalité en matière d'éducation mais reste toujours sous-dotée en matière d'encadrement et d'infrastructures sanitaires. S'agissant de l'investissement public dédié à la région il reste faible par rapport aux autres régions du Maroc. On note un montant de 2,418 milliards de dirhams débloqué pour 2019, soit 2% du total des investissements programmés au niveau national.



Une bonne qualité de vie au Souss Massa

Elle fixe sa richesse autour du tourisme, l'agriculture et la pêche, la région du Souss-Massa arrive 7ème en matière de création de richesse nationale. Parmi les constats relevés par la DEPF on note un taux de pauvreté élevé par rapport à la moyenne nationale et un niveau de vulnérabilité plus accentué. La région arrive 3ème dans ce sens et ce juste après Draâ-Tafilalet et Beni Mellal. Il ressort également que plus de 5,8% de la population de la région vit sous le seuil de pauvreté. Pour ce qui est de la qualité de vie, Souss Massa atteint une performance supérieure à la moyenne nationale caractérisée par un taux de 83,7% d'accès à l'eau potable. Le taux d'accès à l'électricité est de l'ordre de 92,6% contre 91,6% au niveau national.



Le chômage urbain élevé à Guelmim-Oued Noun

Avec une production de 11,56 MMDH, la région Guelmim-Oued Noun a participé à 1,1% de la richesse nationale en 2018, soit un taux très faible par rapport aux autres régions du Royaume. L'activité économique de la région est articulée autour du tertiaire. Ce secteur représente 70% de la valeur ajoutée produite au niveau de la région et seulement 1,5% de la valeur ajoutée tertiaire au niveau national. Le secteur primaire génère également 17,1% de la valeur ajoutée de la région. Il contribue toutefois pour 1,5% à la richesse nationale du secteur. Parmi les caractéristiques de la région : un chômage urbain élevé, notamment auprès des femmes, un niveau de vie des citoyens en dessous du niveau national et un niveau d'encadrement sanitaire relativement bas avec des disparités interprovinciales.



Laâyoune-Sakia El Hamra abrite moins de pauvres

Laâyoune-Sakia El Hamra fait preuve d'un dynamisme encourageant avec une croissance annuelle moyenne largement supérieure à celle enregistrée au niveau national. C'est ce que souligne la DEPF dans son analyse. Le secteur secondaire tire la dynamique économique de la région. «*L'activité d'extraction est une spécificité par excellence de la province de Boujdour, tandis que les industries manufacturières sont surreprésentées au niveau de la province de Laâyoune y compris Tarfaya*», indique la DEPF. Le secteur tertiaire représente le deuxième levier de croissance de la région au moment où les activités primaires sont exclusivement axées autour du secteur de la pêche, une spécificité par excellence de Boujdour, Laâyoune et Tarfaya. L'investissement public est par ailleurs un important levier de développement de la région. Sous un autre angle, Laâyoune-Sakia El Hamra voit son taux de chômage se situer à un haut niveau. Il a toutefois enregistré un repli ces dernières années passant de 15,2% en 2012 à 13,5% en 2018. Il est à noter que Laâyoune-Sakia El Hamra abrite moins de pauvres. Elle est par ailleurs la première région la plus urbanisée et affiche un meilleur niveau en termes d'égalité de l'éducation et l'alphabétisation. Globalement, la qualité de vie au niveau de la région est favorable et ce en dépit des disparités interprovinciales.



Un niveau de vie plus aisé à Dakhla-Oued Eddahab

Première région en termes d'éradication de pauvreté, Dakhla-Oued Eddahab connaît une forte dynamique économique et compte un PIB par habitant des plus élevés du Royaume. Se référant à la DEPF, le PIB par habitant dans ce territoire se situe autour de 51.826 dirhams contre 30.510 dirhams au niveau national. S'agissant de l'emploi, le potentiel est porté par une population jeune avec une prédominance salariale (73%) contre 18,5% pour les indépendants et 4,4% pour les employeurs. La DEPF observe par ailleurs un niveau de vie des citoyens plus aisé au niveau de la région qui connaît une concentration de la population au niveau de Oued Eddahab. S'agissant de l'éducation le niveau est relativement satisfaisant dans son ensemble. La qualité de vie est également bonne comparativement au niveau national mais il demeure toutefois nécessaire de consolider l'effort d'investissement public au niveau de la région n'ayant pas dépassé les 655 millions de dirhams en 2019.